

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1997.

Art. 4. Le Ministre flamand ayant la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 février 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

REGION WALLONNE - WALLONISCHE REGION - WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

N: 97 - 374

IC - 97/27097

16 JANVIER 1997. - Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions d'accès aux sites par la société publique constituée en exécution de l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et établissant les modalités d'indemnisation des préjudices matériels du fait d'études, analyses, prélèvements ou travaux réalisés dans le cadre de la politique des déchets

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment les articles 25, § 3, et 39, § 3;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 juillet 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 juillet 1996;

Vu l'avis de la Commission des déchets;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

1^o Décret : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2^o SPAQUE : la société publique constituée en exécution de l'article 39 du décret;

3^o Administration : la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement du Ministère de la Région wallonne;

4^o Ministre : le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions.

Art. 2. Dans l'exercice de leurs missions de réalisation et de mise à jour de l'inventaire des sites contaminés ou de remise en état de tels sites conformément à l'article 39 § 1^{er}, 1^o du décret, les agents de la SPAQUE, accompagnés si nécessaire d'experts ou d'entreprises spécialisées, sont autorisés à pénétrer sur les sites concernés aux conditions prévues aux alinéas 2 et 3.

Lorsque des études, analyses, prélèvements et travaux sont envisagés, la SPAQUE notifie, au moins quinze jours avant tout accès, au propriétaire des lieux les périodes pendant lesquelles ces opérations sont envisagées. En cas d'urgence, le délai de notification prévu peut être réduit sans toutefois être inférieur à deux jours.

Au cas où le site est occupé par une tierce personne, le propriétaire qui reçoit la notification visée à l'alinéa précédent informe cette personne des opérations envisagées et transmet sans délai à la SPAQUE l'identité de celle-ci.

Art. 3. Les personnes qui subissent un préjudice matériel du fait des études, analyses, prélèvements et travaux effectués dans le cadre de la réalisation de l'inventaire des sites contaminés ou de la remise en état de tels sites conformément à l'article 39, § 1^{er} du décret, peuvent être indemnisées selon les modalités prévues par le présent arrêté.

Art. 4. § 1^{er}. La demande d'indemnisation est adressée à l'administration en double exemplaire par pli recommandé à la poste dans les trois mois de l'apparition du dommage.

La demande d'indemnisation comporte les renseignements suivants :

1^o si le demandeur est une personne physique : ses noms, prénoms et domicile;

si le demandeur est une personne morale : sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, et l'adresse de son siège social;

2^o le droit dont se prévaut le demandeur sur les biens concernés par la demande;

3^o le cas échéant, la déclaration dûment datée et signée du ou des propriétaire(s) ou du ou des titulaire(s) de droits réels sur les lieux par lequel celui-ci ou ceux-ci renoncent à toute demande d'indemnisation envers la Région;

4^o la description de la nature, de la localisation et de la période d'exécution des études, des analyses, des prélèvements ou des travaux exécutés;

5^o une description détaillée du préjudice allégué accompagnée de photographies, d'une évaluation détaillée de ce préjudice et de la justification des montants réclamés;

6^o l'indication d'un numéro de compte chèque postaux ou d'un numéro de compte bancaire où l'indemnité peut être versée;

7^o l'autorisation accordée aux fonctionnaires désignés par le Gouvernement de pénétrer dans les biens concernés par la demande d'indemnisation afin de permettre toute vérification utile.

§ 2. L'administration transmet au demandeur un accusé de réception dans les dix jours de la réception de la demande d'indemnisation.

Elle peut solliciter à tout moment la communication de renseignements complémentaires utiles à l'instruction de la demande, tant auprès du demandeur que de la personne ayant effectué les opérations visées à l'article 3.

Art. 5. Dans les nonante jours de l'accusé de réception de la demande ou de la communication des renseignements complémentaires sollicités, le Ministre notifie par pli recommandé la décision sur la demande d'indemnisation au demandeur.

Art. 6. Lorsque le Ministre accepte d'indemniser le demandeur, il lui notifie, en même temps que sa décision, en deux exemplaires, une proposition de convention transactionnelle non signée, conforme au modèle prévu en annexe. La notification reproduit le texte intégral du présent article. Cette proposition lie la Région pour une période de soixante jours à dater de sa réception par le demandeur.

Le demandeur qui accepte la proposition de convention est tenu, sous peine de voir la proposition non avenue, de transmettre par pli recommandé les deux exemplaires dûment signés et datés au Ministre dans les soixante jours à dater de la réception de la proposition de convention.

Le Ministre renvoie au demandeur par pli recommandé à la poste un exemplaire dûment signé dans les trente jours de la réception de l'envoi visé à l'alinéa précédent.

Art. 7. A l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 établissant les règles de l'étude des incidences sur l'environnement et de l'enquête publique relatives au plan des centres d'enfouissement technique sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'article 2, les termes « approuvé par le Gouvernement » sont supprimés;

2° Un article 8 nouveau est inséré libellé comme suit :

« Art. 8. Les personnes qui subissent un préjudice matériel du fait des études, analyses et prélèvements visés à l'article 3, § 2 peuvent être indemnisées selon les modalités fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 1997 fixant les conditions d'accès aux sites par la société publique constituée en exécution de l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et établissant les modalités d'indemnisation des préjudices matériels du fait d'études, analyses, prélèvements ou travaux réalisés dans le cadre de la politique des déchets. »;

3° l'article 8 devient l'article 9;

4° l'article 9 devient l'article 10.

Art. 8. Le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur le, 16 janvier 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P. M. E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe

Convention transactionnelle d'indemnisation (art. 25, § 3 et 39, § 3 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets)

Entre : La Région wallonne, représentée par son Ministre de l'Environnement dont les bureaux sont établis à ...
ci-après désigné « la Région »

Et : Monsieur/Madame (1)
ci-après désigné « le demandeur »

Rétroactes

En date du ... (2), le demandeur a sollicité en application de l'art. 25 § 3/39 § 3 (3) du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets une indemnisation à charge de la Région wallonne d'un montant de ... (4).

Le demandeur a transmis des renseignements complémentaires par courrier du ... (5).

b. Le demandeur a subi les dommages identifiés à l'annexe I de la présente convention.

Les dommages subis par le demandeur sont consécutifs à ... (6). Ils sont évalués par la Région à ... (7), conformément à l'évaluation effectuée à l'annexe II de la présente convention.

c. Les parties signataires de la présente convention entendent régler de manière transactionnelle le problème de l'indemnisation des dommages visés supra sub b.

A cette fin, il est convenu :

Article 1^{er}. La Région, sans reconnaissance de responsabilité, prend en charge les dommages subis par le demandeur, identifié à l'annexe I de la présente convention et consécutifs à ... (8).

Art. 2. L'indemnisation des dommages subis par le demandeur est fixée forfaitairement à la somme de ... (9).

Art. 3. La Région créditera le compte n°... (10) du demandeur du montant visé à l'article 2 dans les 30 jours de la signature de la présente convention.

Art. 4. Par la signature de la présente convention, le demandeur renonce à toute demande de réparation ou d'indemnisation, tant en nature qu'en équivalent ou intérêt à charge de la Région du fait des dommages identifiés à l'annexe I de la présente convention et consécutifs à ... (11)

Fait à ... (12) le ... (13) en double exemplaire, chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.
Monsieur/Madame (14)

(signature)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 1997 fixant les conditions d'accès aux sites par la société publique constituée en exécution de l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et établissant les modalités d'indemnisation des préjudices matériels du fait d'études, analyses, prélèvements ou travaux réalisés dans le cadre de la politique des déchets.

Namur, le 16 janvier 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P. M. E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

- (1) Préciser l'identité et l'adresse du demandeur.
- (2) Indiquer la date d'accusé de réception de la demande.
- (3) Biffer la mention inutile.
- (4) Mentionner le montant de la demande.
- (5) Indiquer la date de réception des renseignements complémentaires/Biffer cette mention si aucun renseignement complémentaire n'a été sollicité.
- (6) Préciser la cause du dommage.
- (7) Mentionner le montant de l'indemnisation proposée.
- (8) Préciser la cause du dommage.
- (9) Mentionner le montant de l'indemnisation proposée.
- (10) Préciser le numéro de compte bancaire ou de c.c.p. mentionné dans la demande.
- (11) Préciser la cause du dommage.
- (12) Lieu de signature.
- (13) Date de signature du demandeur.
- (14) Préciser l'identité du demandeur.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 - 374

[C - 97/27097]

16. JANUAR 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen für den Zugang zu Standorten durch die in Ausführung von Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle errichtete öffentliche Gesellschaft und zur Festlegung der Modalitäten zur Entschädigung des Sachschadens infolge der im Rahmen der Abfallpolitik durchgeführten Studien, Analysen, Probeentnahmen oder Arbeiten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere Artikel 25 § 3 und 39 § 3;

Aufgrund des am 19. Juli 1996 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 23. Juli 1996 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens der "Commission des Déchets" (Abfallkommission);

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret : das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

2° SPAQUE : die in Ausführung von Artikel 39 des Dekrets errichtete öffentliche Gesellschaft;

3° Verwaltung : die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° Minister : der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört.

Art. 2 - Für die Ausübung der Aufgaben von Aufstellung und Aktualisierung des Inventars der verseuchten Standorte oder von Wiederinstandsetzung solcher Standorte gemäß Artikel 39 § 1, 1° des Dekrets dürfen die Bediensteten der "SPAQUE", notfalls zusammen mit spezialisierten Sachverständigen oder Unternehmen, die betroffenen Standorte unter den in Absätzen 2 und 3 vorgesehenen Bedingungen betreten.

Wenn Studien, Analysen, Probeentnahmen und Arbeiten vorgesehen sind, teilt die "SPAQUE" dem Eigentümer der Standorte mindestens 15 Tage vor jedem Zugang die Perioden mit, während deren diese Vorgänge vorgesehen sind. Notfalls darf die vorgesehene Mitteilungsfrist verkürzt werden, ohne jedoch kürzer als zwei Tage zu sein.

Falls der Standort durch eine Drittperson besetzt wird, informiert der Eigentümer, der die im vorstehenden Absatz erwähnte Mitteilung erhält, sie über die geplanten Vorgänge und übermittelt der "SPAQUE" unverzüglich die Personalien dieser Person.

Art. 3 - Die Personen, die infolge der im Rahmen der Aufstellung des Inventars der verseuchten Standorte oder der Wiederinstandsetzung solcher Standorte gemäß Artikel 39 § 1 des Dekrets durchgeführten Studien, Analysen, Probeentnahmen und Arbeiten einen Sachschaden erleiden, können gemäß den im vorliegenden Erlaß vorgesehenen Modalitäten entschädigt werden.

Art. 4 - § 1. Der Entschädigungsantrag wird in doppelter Ausfertigung an die Verwaltung innerhalb dreier Monate ab dem Auftreten des Schadens per Einschreibebrief gerichtet.

Der Entschädigungsantrag muß die folgenden Auskünfte enthalten:

1° den Namen, Vornamen und Wohnsitz des Antragstellers, wenn dieser eine natürliche Person ist; die Bezeichnung oder den Gesellschaftsnamen, die Rechtsform und die Anschrift des Gesellschaftssitzes, wenn der Antragsteller eine juristische Person ist;

2° das Recht, das der Antragsteller durch den Antrag auf die betroffenen Güter gelten macht;

3° gegebenenfalls die von dem oder den Eigentümer(n) oder von dem oder den Inhaber(n) von Sachenrechten auf die Orte rechtsgültig datierte und unterschriebene Erklärung, in der dieser (diese) darauf verzichtet (verzichten), auch einen diesbezüglichen Entschädigungsantrag an die Region zu richten;

4° die Beschreibung der Art, der Lokalisierung und der Durchführungsperiode der Studien, Analysen, Probeentnahmen oder Arbeiten;

5° eine detaillierte Beschreibung des angeführten Schadens zusammen mit Photos, einer detaillierten Schätzung dieses Schadens und der Beweisurkunde der verlangten Beträge;

6° die Angabe der Nummer eines Postscheck- oder Bankkontos, auf welches die Entschädigung eingezahlt werden kann;

7° die den von der Regierung bezeichneten Beamten erteilte Genehmigung, die von dem Entschädigungsantrag betroffenen Güter zu betreten, um jede zweckdienliche Kontrolle zu erlauben;

§ 2. Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung innerhalb zehn Tagen nach Erhalt des Entschädigungsantrags.

Sie darf jederzeit sowohl den Antragsteller als auch die Person, die die Vorgänge im Sinne von Artikel 3 durchgeführt hat, um die Erteilung von weiteren, zur Bearbeitung des Antrags zweckdienlichen Auskünften ersuchen.

Art. 5 - Innerhalb neunzig Tagen nach Aufstellung der Empfangsbestätigung des Antrags oder nach der Erteilung der weiteren, ersuchten Auskünfte stellt der Minister dem Antragsteller die Entscheidung bezüglich des Entschädigungsantrags per Einschreibebrief zu.

Art. 6 - Wenn der Minister den Entschädigungsantrag genehmigt, stellt er dem Antragsteller zusammen mit seiner Entscheidung ein nichtunterschriebenes, dem im Anhang vorgesehenes Formular entsprechendes Vergleichsabkommen als Vorschlag in doppelter Ausfertigung zu, in dem der Text des vorliegenden Artikels völlig wiedergegeben wird. Dieser Vorschlag ist für die Region während einer Dauer von sechzig Tagen nach Erhalt des Abkommensvorschlages durch den Antragsteller verbindlich.

Der Antragsteller, der den Abkommensvorschlag annimmt, muß die beiden rechtsgültig unterschriebenen und datierten Ausfertigungen dem Minister innerhalb sechzig Tagen nach Erhalt des Abkommensvorschlages per Einschreibebrief schicken, unter Strafantrohung der Nichtigkeit des Vorschlags.

Der Minister schickt dann dem Antragsteller eine rechtsgültig unterschriebene Ausfertigung innerhalb dreißig Tagen nach Erhalt der Sendung im Sinne des vorangegangenen Absatzes per Einschreibebrief zurück.

Art. 7 - Der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1996 zur Festlegung der Regeln für die Umweltverträglichkeitsprüfung und die öffentliche Untersuchung bezüglich des Plans der technischen Vergrabungszentren wird folgenderweise abgeändert:

1° In Artikel 2 wird der Wortlaut "von der Regierung genehmigten" gestrichen;

2° Ein neuer Artikel 8 folgenden Wortlauts wird eingefügt:

« Art. 8 - Die Personen, die infolge der Studien, Analysen und Probeentnahmen im Sinne von Artikel 3 § 2 einen Sachschaden erleiden, können gemäß den im Erlaß der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 1997 zur Festlegung der Bedingungen für den Zugang zu Standorten durch die in Ausführung von Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle errichtete öffentliche Gesellschaft und zur Festlegung der Modalitäten zur Entschädigung von Sachschaden infolge der im Rahmen der Abfallpolitik durchgeführten Studien, Analysen, Probeentnahmen oder Arbeiten festgelegten Modalitäten entschädigt werden. » ;

3° Artikel 8 wird zum Artikel 9;

4° Artikel 9 wird zum Artikel 10;

Art. 8 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Dekrets beauftragt.

Namur, den 16. Januar 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anhang
Entschädigungsvergleichsabkommen
(Art. 25 § 3 und 39 § 3 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle)

Zwischen : Der durch den Minister der Umwelt vertretenen Wallonischen Region, deren Büroräume an folgender Anschrift befindlich sind : ...

hierunter als "Region" bezeichnet

Und : Herrn/Frau (15)

hierunter als "Antragsteller" bezeichnet

Rückblick

a. Am ... (16) hat der Antragsteller in Anwendung von Art. 25 § 3/39 § 3 (17) des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle eine Entschädigung in Höhe von .. (18) auf Kosten der Wallonischen Region beantragt.

Der Antragsteller hat am .. (19) weitere Auskünfte per Post übermittelt.

b. Der Antragsteller hat den im Anhang I des vorliegenden Abkommens identifizierten Schaden erlitten.

Der von dem Antragsteller erlittene Schaden wurde durch ... (20) verursacht. Er wird von der Region auf .. (21) gemäß der im Anhang II des vorliegenden Abkommens vorgenommenen Bewertung geschätzt.

c. Die Unterzeichner des vorliegenden Abkommens einigen sich gütlich über die Frage der Entschädigung des Schadens im Sinne des oben genannten Punktes b.

Zu diesem Zweck wurde beschlossen :

Artikel 1 - Die Region übernimmt den von dem im Anhang I des vorliegenden Abkommens identifizierten Antragsteller erlittenen Schaden, der durch .. (22) verursacht wurde, ohne jegliche Haftung anzuerkennen.

Art. 2 - Die Entschädigung des von dem Antragsteller erlittenen Schadens wird auf den Pauschalbetrag von ... (23) festgesetzt.

Art. 3 - Die Region wird den in Artikel 2 angeführten Betrag auf dem Konto Nr. ... (24) des Antragstellers innerhalb dreißig Tagen ab der Unterschrift des vorliegenden Abkommens gutschreiben.

Art. 4 - Beim Unterschreiben des vorliegenden Abkommens verzichtet der Antragsteller auf jeden Antrag auf Schadensersatz oder -entschädigung d.h. sowohl auf eine Sachentschädigung als auch auf ein Ersatzgut oder einen Zins auf Kosten der Region infolge des im Anhang I des vorliegenden Abkommens identifizierten Schadens, der durch ... (25) verursacht wurde.

Geschehen zu ... (26), den ... (27) in doppelter Ausfertigung.

Hiermit bescheinigt jeder Unterzeichner, seine Ausfertigung erhalten zu haben.

Herr/Frau (28)

Für die Wallonische Region,

Der Minister der Umwelt

(Unterschrift)

(Unterschrift)

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 1997 zur Festlegung der Bedingungen für den Zugang zu Standorten durch die in Ausführung von Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle errichtete öffentliche Gesellschaft und zur Festlegung der Modalitäten zur Entschädigung des Sachschadens infolge der im Rahmen der Abfallpolitik durchgeführten Studien, Analysen, Probeentnahmen oder Arbeiten als Anhang beigefügt zu werden.

Namen, den 16. Januar 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

(15) Die Personalien und die genaue Anschrift des Antragstellers angeben.

(16) Das Datum des Antragsempfangsbestätigung angeben.

(17) Nichtzutreffendes streichen.

(18) Den Betrag des Antrag erwähnen.

(19) Das Datum angeben, an dem die weiteren Auskünfte empfangen wurden/Diese Angabe streichen, wenn um keine weitere Auskunft ersucht wurde.

(20) Die Schadenursache angeben.

(21) Den Betrag der ausgesetzten Entschädigung erwähnen.

(22) Die Schadenursache angeben.

(23) Den Betrag der ausgesetzten Entschädigung erwähnen.

(24) Die im Antragsformular erwähnte Bank- oder Postcheckkontonummer angeben.

(25) Die Schadenursache angeben.

(26) Ort, an dem das Abkommen unterschrieben wurde.

(27) Datum, an dem der Antragsteller das Abkommen unterschrieben hat.

(28) Die Personalien des Antragstellers angeben.

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

F. 97 — 374

[C - 97/27097]

16 JANUARI 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de voorwaarden waaronder de openbare maatschappij opgericht krachtens artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen toegang heeft tot de sites en tot vaststelling van de wijze waarop de materiële schade aangericht door onderzoeken, analyses, monsternemingen of werken uitgevoerd in het kader van het afvalbeleid wordt vergoed

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 25, § 3, en 39, § 3;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 juli 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 juli 1996;

Gelet op het advies van de Commissie voor afvalstoffen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Decreet : het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° SPAQUE : de krachtens artikel 39 van het decreet opgerichte openbare maatschappij;

3° Bestuur : de "Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement" (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° Minister : de Minister van Leefmilieu.

Art. 2. In het kader van hun opdracht m.b.t. het opmaken en het bijhouden van de lijst van de besmette sites of de sanering van dergelijke sites, overeenkomstig artikel 39, § 1, 1° van het decreet, worden de ambtenaren van de "SPAQUE", desnoods bijgestaan door deskundigen of gespecialiseerde ondernemingen, gemachtigd onder de in de tweede en derde leden bedoelde voorwaarden om de betrokken sites te betreden.

Wanneer onderzoeken, analyses, monsternemingen en werken zijn voorzien, stelt de "SPAQUE" de eigenaar van de sites minstens veertien dagen op voorhand in kennis van de periode waarin ze zullen plaatsvinden. In spoedgevallen kan de bepaalde kennisgevingstermijn worden verminderd zonder evenwel korter te zijn dan twee dagen.

Als de site door een derde wordt bezet, brengt de eigenaar die de in het vorige lid bedoelde kennisgeving ontvangt, voornoemde persoon op de hoogte van de geplande handelingen en stuurt hij zo spoedig mogelijk zijn identiteit aan de "SPAQUE".

Art. 3. De personen aan wie onderzoeken, analyses, monsternemingen en werken uitgevoerd in het kader van het opmaken van de lijst van de besmette sites of van de sanering van dergelijke sites, overeenkomstig artikel 39, § 1 van het decreet, materiële schade hebben toegebracht, kunnen vergoed worden volgens de bij dit besluit bepaalde voorwaarden.

Art. 4. § 1. De vergoedingsaanvraag wordt binnen drie maanden na het optreden van de schade in tweevoud bij ter post aangetekende brief aan het bestuur gericht.

Deze vergoedingsaanvraag bevat de volgende gegevens :

1° als de aanvrager een natuurlijke persoon is : zijn naam, voornaam en woonplaats;

als de aanvrager een rechtspersoon is : benaming of handelsnaam, rechtsvorm en adres van zijn maatschappelijke zetel;

2° het recht op de goederen die in aanmerking komen voor de aanvraag, waarop de aanvrager aanspraak maakt;

3° in voorkomend geval, de behoorlijk gedateerde en getekende verklaring van de eigenaar(aren) of van de houder(s) van de zakelijke rechten op de plaatsen, waarin hij of zij afstand doet/doen van elke schadeloosstelling ten laste van het Gewest;

4° de beschrijving van de aard, van de lokalisatie en van de periode van uitvoering van de onderzoeken, analyses, monsternemingen of werken;

5° een omstandige beschrijving van de aangevoerde schade samen met foto's, met een precieze schatting ervan en met de verantwoording van de gevorderde bedragen;

6° de vermelding van een postrekenings- of bankrekeningsnummer waarop de vergoeding kan worden gestort;

7° de machtiging verleend aan de door de Regering aangewezen ambtenaren om de goederen, die in aanmerking komen voor de vergoedingsaanvraag te betreden, ten einde elke nuttige verificatie mogelijk te maken.

§ 2. Het bestuur stuurt binnen tien dagen na ontvangst van de vergoedingsaanvraag een ontvangstbewijs aan de aanvrager.

Op elk ogenblik kan het zowel de aanvrager als de persoon die de in artikel 3 bedoelde handelingen heeft uitgevoerd, verzoeken om het verstrekken van bijkomende inlichtingen die nodig zijn voor de aanvraagsbehandeling.

Art. 5. Binnen negentig dagen na ontvangstmelding van de aanvraag of na het verstrekken van de aangevraagde bijkomende inlichtingen stelt de Minister de aanvrager bij aangetekende brief in kennis van de beslissing over de vergoedingsaanvraag.

Art. 6. Wanneer de Minister aanvaardt de aanvrager te vergoeden, stuurt hij hem, samen met zijn beslissing, twee exemplaren van een voorstel van niet getekende compromisovereenkomst conform het bijgaande model.

De kennisgeving geeft de gehele tekst van dit artikel weer. Dit voorstel verbindt het Gewest voor een periode van zestig dagen te rekenen vanaf de ontvangst ervan door de aanvrager.

De aanvrager die het overeenkomstvoorstel aanvaardt, is gehouden de Minister beide behoorlijk getekende en gedateerde exemplaren bij aangetekende brief te bezorgen binnen zestig dagen na ontvangst van dit overeenkomstvoorstel, anders loopt hij het gevaar dat het voorstel als niet bestaande wordt beschouwd.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de in het vorige lid bedoelde zending stuurt de Minister de aanvrager een behoorlijk getekend exemplaar bij aangetekende brief terug.

Art. 7. In het besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996 tot vaststelling van de regels voor het milieueffectenonderzoek en het openbaar onderzoek betreffende het plan voor centra voor technische ingraving worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 2 worden de termen "door de Regering goedgekeurde" geschrapt;

2° een nieuw artikel 8, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« Art. 8. De personen aan wie de in artikel 3, § 2 bedoelde onderzoeken, analyses en monsternemingen materiële schade hebben toegebracht, kunnen vergoed worden volgens de regels bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 1997 tot bepaling van de voorwaarden waaronder de openbare maatschappij opgericht krachtens artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen toegang heeft tot de sites en tot vaststelling van de wijze waarop de materiële schade aangericht door onderzoeken, analyses, monsternemingen of werken uitgevoerd in het kader van het afvalbeleid wordt vergoed. » ;

3° artikel 8 wordt artikel 9;

4° artikel 9 wordt artikel 10.

Art. 8. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 januari 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, Kmo's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage

Compromisovereenkomst voor schadeloosstelling
(art. 25, § 3 en 39, § 3, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen)

Tussen : Het Waalse Gewest, gevestigd te ..., vertegenwoordigd door zijn Minister van Leefmilieu, hierna "het Gewest" genoemd

En : De heer/Mevrouw (29)

hierna "de aanvrager" genoemd

Retroakten

a. Op ... (30) heeft de aanvrager om een schadeloosstelling van ... (31) ten laste van het Waalse Gewest verzocht, overeenkomstig artikel 25, § 3/39, § 3, (32) van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

De aanvrager heeft bijkomende inlichtingen per post d.d. ... (33) gestuurd.

b. De aanvrager heeft de in bijlage I bij deze overeenkomst bepaalde schade geleden.

De door de aanvrager geleden schade is het gevolg van ... (34).

Die wordt door het Gewest geraamd op ... (35), overeenkomstig de in bijlage II bij deze overeenkomst gemaakte schatting.

c. De ondertekenaars van deze overeenkomst wensen het probleem van de schadeloosstelling van de in b. bedoelde schade op de meest minnelijke wijze te regelen.

Wordt daartoe overeengekomen :

Artikel 1. Het Gewest neemt, zonder aansprakelijkheidserkenning, de door de aanvrager geleden schade over, die in bijlage I bij deze overeenkomst bepaald is en die het gevolg is van ... (36).

Art. 2. De schadeloosstelling van de door de aanvrager geleden schade wordt forfaitair op ... (37) bepaald.

Art. 3. Binnen dertig dagen na ondertekening van deze overeenkomst zal het Gewest de rekening nr. ... (38) van de aanvrager voor het in artikel 2 bedoelde bedrag crediteren.

Art. 4. Door deze overeenkomst te ondertekenen doet de aanvrager afstand van elke vergoedings- of schadeloosstellingsaanvraag, zowel in natura als in tegenwaarde of interest, ten laste van het Gewest wegens de geleden schade die in bijlage I bij deze overeenkomst bepaald is en die het gevolg is van ... (39).

Gedaan te ... (40) in twee exemplaren, op ... (41), iedere partij erkennend het zijne ontvangen te hebben.
De heer/Mevrouw (42)

Voor het Waalse Gewest,
De Minister van Leefmilieu,
(handtekening)

(handtekening)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 1997 tot bepaling van de voorwaarden waaronder de openbare maatschappij opgericht krachtens artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen toegang heeft tot de sites en tot vaststelling van de wijze waarop de materiële schade aangericht door onderzoeken, analyses, monsternemingen of werken uitgevoerd in het kader van het afvalbeleid wordt vergoed.

Namen, 16 januari 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie,
Buitenlandse Handel, K.M.O's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

- (29) De identiteit en het adres van de aanvrager aangeven.
(30) De ontvangstdatum van de aanvraag vermelden.
(31) Het bedrag van de aanvraag vermelden.
(32) Schrappen wat niet past.
(33) De ontvangstdatum van de bijkomende inlichtingen vermelden/Schrappen als om geen bijkomende inlichting is gevraagd.
(34) De oorzaak van de schade aangeven.
(35) Het bedrag van de voorgestelde schadeloosstelling vermelden.
(36) De oorzaak van de schade aangeven.
(37) Het bedrag van de voorgestelde schadeloosstelling vermelden.
(38) Het in de aanvraag vermelde nummer van de bankrekening of van de postrekening aangeven.
(39) De oorzaak van de schade aangeven.
(40) Plaats van ondertekening.
(41) Datum van ondertekening van de aanvrager.
(42) De identiteit en het adres van de aanvrager aangeven.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[97/9145]

Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 17 février 1997 :

- est acceptée, à sa demande, la démission de M. Van den Brande, B., de ses fonctions de commis-secretaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles;
- est nommé commis-greffier au tribunal de première instance de Bruxelles, M. Dhondt, P., rédacteur au greffe de ce tribunal;
- Mme Dobbelaere, M., secrétaire adjoint au parquet de l'auditeur du travail de Gand, est désignée en qualité de secrétaire adjoint-chef de service à ce parquet, pour un terme de trois ans prenant cours le 1^{er} mars 1997.

Par arrêté ministériel du 10 février 1997, M. Marlier, B., employé sous contrat au greffe de la justice de paix du canton d'Auderghem, est délégué aux fonctions de commis-greffier à la justice de paix de ce canton du 1^{er} mars 1997 au 31 août 1997.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/9145]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 17 februari 1997 :

- is aan de heer Van den Brande, B., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van klerk-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel;
- is benoemd tot klerk-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, de heer Dhondt, P., opsteller bij de griffie van deze rechtbank;
- is Mevr. Dobbelaere, M., adjunct-secretaris bij het parket van de arbeidsauditeur te Gent, aangewezen tot adjunct-secretaris-hoofd van dienst bij dit parket, voor een termijn van drie jaar met ingang van 1 maart 1997.

Bij ministerieel besluit van 10 februari 1997 is aan de heer Marlier, B., beambte op arbeidsovereenkomst bij de griffie van het vredegerecht van het kanton Oudergem, opdracht gegeven om het ambt van klerk-griffier bij het vredegerecht van dit kanton te vervullen van 1 maart 1997 tot 31 augustus 1997.